

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINEMENT ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

OUBLI DU PASSÉ.
—
VIGILANCE POUR L'AVENIR.
—
SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN T^R DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.
PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 13 AVRIL.

CITOYENS,

La République se consolide, et pourtant la situation s'aggrave; sur tous les points de la France on se rattache à la formule républicaine comme à la seule ancre de salut de tous les partis; et cependant, dans tous les partis nouvellement républicains, chacun conspire dans l'ombre, afin d'escamoter à son profit les résultats d'un ordre de choses qui ne doit profiter qu'à tout le monde.

On travaille pour pousser et détourner de sa voie naturelle le travail des élections, avec un ensemble, une persévérance et une rouerie, dont notre Gouvernement provisoire semble avoir pris à tâche de se constituer le spectateur insouciant et bienveillant.

Le Gouvernement, sans doute, ne doit plus chercher à influencer l'urne électorale; il ne le doit pas, parce qu'il n'en a pas besoin, que tout demande à marcher sous sa bannière, que l'on persiste à croire franchement et purement républicaine. Mais s'il est de son devoir de s'interdire toute influence hostile, il est encore plus de son devoir d'exercer, sur les menées hostiles, une incessante surveillance. En agir autrement, ce serait se rendre dupe ou complice de cette sourde réaction, qui s'organise, avec tant de diplomatie, dans les rangs des ventrus de toutes les époques; ils ne sont qu'une poignée, mais une poignée compacte, depuis longtemps formée à ces évolutions, et qui, par conséquent, enveloppant de son réseau toute l'administration de la République, se prépare à escamoter, comme par un coup de filet, toutes les libertés publiques.

Il est fort singulier de voir que cette organisation hostile se compose des employés les plus influents des départements et surtout des maires des communes rurales, qui exercent encore, sur l'esprit de leurs administrés républicains, la même intimidation que, dans les beaux jours du gouvernement de corruption, duquel ils émanent. Ce n'est pas avec des circulaires qu'on parvient à paralyser les efforts de cette vaste coterie; vos circulaires, si révolutionnaires que vous les rédigez, ils vous les déchirent à votre barbe, et chargent vos commissaires, qu'ils pourchassent, de vous en porter les débris.

Ah! vous voulez faire de la République par la main de ces vieux ennemis de la forme républicaine! Vous auriez dû d'abord vous assurer de la solidité de leur conversion, en les faisant passer par la filière de l'initiation; mais imaginez-vous bien que l'homme ne revient jamais si tôt de ses habitudes invétérées, parce que l'habitude est une seconde nature. Les nouveaux convertis, on s'en réjouit dans le ciel; mais on s'en méfie dans une bonne administration républicaine.

La conduite de vos commissaires, c'est partout l'antidote de vos circulaires. On dirait qu'à côté de la circulaire patente, chacun d'eux emporte une petite instruction secrète, qui l'invite à éteindre du pied le flambeau de la circulaire patente.

De là ces tendances réactionnaires qui s'étalent au grand jour, qui compriment l'élan républicain, et ce noble enthousiasme des premiers jours. On dirait vraiment que quelqu'un prépare la couche à quelque intrus nouveau, en faisant avorter tous les efforts du parti républicain, comme pour déguster peu à peu l'esprit public de la forme républicaine. Comme si cela était possible; comme si, à la première lueur de cette conspiration factieuse, le peuple, trop longtemps mené de déceptions en déceptions, n'était pas prêt à se lever, comme un seul homme, pour écraser

sur le pouce toutes ces tentatives de pygmées conjurés; et cette tentative serait dès lors la dernière.

Que les gouvernants le sachent bien; le peuple les soutient, mais il les observe. Le lendemain du jour des élections, on saura bien leur demander compte du résultat; s'il a été escamoté par quelque rouerie de ce genre. Le peuple attend en silence. Déjouez de tels projets; car vous le pouvez, si vous le voulez. Les élections de la garde nationale nous sont un bon avis; un second avis serait parfaitement inutile.

Allons! définitivement le temps approche, gouvernants provisoires! faites donc quelque chose qui nous prouve que vous savez marcher en avant, avec ensemble, sans arrière-pensée, sans tiraillements, sans toutes ces sortes d'antagonismes, par lesquels l'un déjoue les mesures de l'autre, et déconseille ce que l'autre a enjoint.

Les ennemis seuls de nos institutions sont en état de profiter de ces divisions intestines, et de les tourner contre nous. Car eux s'entendent tous fort bien, et ne se divisent pas.

Contre-révolution en pleine activité.

D'où vient cette réaction des départements? D'où vient que, sur tant de points, les commissaires du Gouvernement sont expulsés d'une manière si insultante pour le pays? A qui attribuer la faute de ces actes coupables? Est-ce aux menées du parti réactionnaire? Est-ce aux mauvais choix du Gouvernement? on l'ignore. Nul ne s'explique à cet égard. L'expulsion des commissaires a lieu sur le prétexte le plus futile; on voit que c'est un parti pris d'avance; la minorité fait la loi; le peuple ne sait à qui en croire; il hésite, vu que personne ne le soutient et ne l'éclaire; et le Gouvernement reçoit ensuite les félicitations des vainqueurs, sur l'esprit de conciliation qui l'anime.

Cet état de choses ne saurait durer, et il finirait sur l'heure, si le Gouvernement avait son unité. Les tiraillements de l'administration réagissent sur la population départementale, et jettent la République dans toutes les perturbations de l'anarchie, cette fille de la faiblesse des gouvernements. Aussi de mémoire d'homme, il faut bien le dire, on ne vit un gouvernement armé d'un pouvoir plus illimité, et donnant autant de preuves de faiblesse contre les ennemis de la chose publique, qu'il laisse tous à leur poste, comme pour se suicider par leurs mains.

Communication du Livre rouge et des Dossiers de la police.

Aux maux qui nous affligent, nous devons opposer un remède souverainement efficace.

L'administration hostile aux nouvelles institutions est encore à son poste; on a redouté son épuración, elle ne redoute pas la conspiration. Pour cela, elle n'a nullement besoin de s'organiser; elle l'est de longue date.

D'un autre côté, la police vient d'acquiescer la preuve officielle que Louis-Philippe répand à profusion son or, dans le but de continuer son ancien rôle de roué politique; de ce désordre qui nous afflige, une bonne partie nous paraît émaner de cette source impie. Il faut la tarir, si l'on veut échapper au soupçon de rester inactif, quand il serait urgent d'agir avec activité.

Le moyen le plus facile d'arriver à récupérer la confiance du pays, c'est de procéder au grand jour et de placer ses actes sous verre; de mettre à la disposition de chacun les archives du personnel de l'administration générale et de la police, de faire ainsi contrôler par les citoyens mandataires des clubs, de leurs propres yeux, les précédents de chaque employé ancien et de chaque élu nouveau. Ce moyen seul peut étouffer dans son germe la contre-révolution qui conspire. Les délégués exécuteront eux-mêmes ce travail, auquel les membres du Gouvernement provisoire

ne pourraient jamais suffire à eux seuls. On nous donnera de plus la preuve, de cette manière, qu'on a les mains nettes de tout ce qui menace déjà les jeunes institutions du pays.

Supposez, en effet, ce que nous n'admettons pas, supposez qu'un homme se trouât, en premier ou en second ordre, dans les sommités de l'administration de la police, et que cet homme fût amené, soit par les souvenirs de son passé, soit par l'espérance d'un avenir plus assuré, à conspirer contre les libertés publiques; quelle puissance déposeriez-vous en ses mains, en le laissant maître absolu de l'administration de la police, sans contrôle aucun, sans surveillance, et avec la pleine et entière liberté de ne communiquer que les renseignements qui lui paraîtraient à sa convenance.

Une police secrète peut convenir à un gouvernement représentatif; sous une république assise ou en travail d'organisation, une police secrète serait une conspiration; elle supposerait que le gouvernement est faible pour soutenir ses droits, ou condamné, par la fausseté de sa position, à dissimuler ses actes.

En toute autre position, et celle-ci doit être la nôtre, tout citoyen doit avoir le droit de vérifier la conduite passée, les antécédents enfin du candidat, sur lequel il est appelé à voter, ou aux injonctions duquel l'administration le force d'obéir.

Cette communication des dossiers est le complément obligé du vote: c'est le seul et unique moyen de faire voter en connaissance de cause.

La seule restriction qui doive être imposée à l'accomplissement de ce mandat, c'est d'obliger le demandeur délégué à ce qu'il s'engage à ne rien révéler de ce qui concerne la vie privée de l'individu, ainsi que celle des tiers non intéressés dans la question.

Une commission spéciale a été nommée par le comité central et officiel des ouvriers du département de la Seine, séant au Luxembourg, à l'effet de se transporter à la préfecture de police, pour demander communication:

1° Du livre rouge;

2° Des dossiers de la police; à la condition de ne rien révéler de ce qui concerne la vie privée des individus étrangers au but de ce dépouillement, encore moins des circonstances relatives à sa famille ou à des tiers.

Cette demande a pour but d'arriver, par élimination, à l'épuration de tout le personnel administratif de Paris et des départements, et de pénétrer jusqu'à la source de cette réaction philippiste qui commence si tôt à relever la tête.

Nous rendrons compte du résultat, dès que la commission aura fait son rapport; nous nous refusons à croire que la police ose ne pas faire droit à une demande aussi patriotique. Les archives de la police sont une bibliothèque nationale, dont le peuple, par ses représentants, a droit de demander l'entrée, pour y prendre communication de ce qui l'intéresse.

La commission dont nous parlons se compose des citoyens ouvriers: Blum (Auguste), Bracelet (Wilmaire), Dupas (Eugène), Flotte, Lavoye (Louis), Lefauré, Lefebvre (César), Michel (Lucien), Montagne (Florent), Petitot.

Réunion des délégués du 13^e arrondissement (Sceaux), pour la nomination des candidats à l'Assemblée nationale.

La réaction, avons-nous dit, s'organise sur tous les points, pour arriver à escamoter la représentation nationale; et elle marche vers ce but comme un seul homme.

On se souvient que, dès les premiers numéros de l'Ami du Peuple, nous avons annoncé qu'une réunion des délégués des clubs des diverses communes de l'arrondissement de Sceaux s'était formée à la chaussée du Maine, chez Tonnelier. Cette réunion se trouva incomplète la première fois, par suite du mauvais vouloir des maires influents de

certaines communes ; il fut décidé alors que les délégués présents seraient chargés de porter des affiches à la mairie de chaque commune de l'arrondissement de Sceaux, pour que lecture en fût donnée sur la place publique, et que les exemplaires en fussent affichés dans le pays. Un petit nombre de communes ont pu être informées de cette démarche ; partout ailleurs la funeste influence des maires a paralysé l'effet de cette mesure.

Mais, au contraire, les maires desdites communes ont apporté le plus grand empressement à nommer des délégués par eux et leurs amis, dans les endroits où il n'existe pas de club, pour les adresser à une réunion des délégués de l'arrondissement de Saint-Denis, qui se tient rue Neuve-Saint-Georges, 40, salle de Sax.

C'est ainsi que le change a été donné aux citoyens bien intentionnés ; et c'est encore là un petit escamotage.

Cependant, la réunion de la rue Neuve-Saint-Georges, réunion où domine l'élément le plus conservateur qui existe dans l'arrondissement, cette réunion fit proposer à la réunion de l'arrondissement de Sceaux, de venir opérer la fusion avec celle de la rue Neuve-Saint-Georges.

On consentit à se présenter, sous forme d'une simple délégation, dans la séance du mardi 4 avril ; mais la délégation ne tarda pas à se convaincre que l'élément démocratique se trouvait là dépaycé ; et ses membres se décidèrent à se retirer, sans vouloir prendre part aux travaux d'une assemblée, dont le but n'est rien moins que dissimulé. Une seule circonstance suffira pour le faire apprécier. Un membre de la délégation ayant voulu parler de la nécessité d'avoir un club dans chaque commune, un hourra s'éleva contre l'orateur, qui sut bien imposer silence, et répéta sa phrase en traitant de factieux quiconque soutiendrait le contraire.

Citoyens de la banlieue, on veut user de surprise ; et la menée est conduite adroitement.

A Paris, le peuple est trop prévenu pour se laisser surprendre.

Mais dans les petites communes des deux arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux, les maires exercent encore la même influence qu'avant le 24 février. Créatures de l'ancien pouvoir, habitués à toutes ses ruses, ils s'offrent hardiment comme les plus zélés défenseurs du gouvernement nouveau ; ils se croient sûrs de diriger tous les votes pour la députation à l'Assemblée nationale, comme ils les ont dirigés pour les grades de la garde nationale.

Or, l'effectif de tous les votants de ces diverses communes peut s'élever au nombre de 80,000. La liste acceptée par ces messieurs, qui marchent tous comme un seul homme, pourrait, dès lors, l'emporter sur celle de Paris. La banlieue, menée ainsi à son insu par les créatures de l'ancien pouvoir, exclurait de l'Assemblée nationale tout nom qui n'aurait pas été porté par ces messieurs.

Citoyens de la banlieue, vous comprendrez combien il vous importe de déjouer ces menées hostiles à vos intérêts qui se confondent avec ceux de la République. Ne vous laissez pas surprendre vos votes ; la patrie vous en sera reconnaissante.

Bataillon de Gentilly.

Le citoyen Raspail est venu fraterniser avec le bataillon qui l'a élu, le dimanche 9 avril, au club de la barrière de Fontainebleau. Il y a été accueilli, par cette population si patriote, avec une sympathie et une cordialité dont il ne perdra jamais le souvenir ; il a exposé à l'assemblée, sous quelle condition il avait accepté le commandement de cette brave garde nationale, et sous quel point de vue il envisageait la mission nouvelle de la milice républicaine, mission de conciliation autant que de dévouement et de courage. Les gardes nationaux ont acclamé à ce programme et ont accompagné le citoyen Raspail jusqu'à la barrière en chantant la *Marseillaise* ; les opposants mêmes ont pris part à la manifestation.

Commission pour les blessés des journées de février et pour les récompenses nationales.

Il n'y a qu'un cri, parmi les intéressés, contre le mode de procéder de ces diverses commissions. Nous avons signalé, parmi les membres de l'une de ces commissions, la présence d'un homme qui est un contre-sens vivant avec le but de cette institution ; à quoi pense donc le gouvernement, en confiant d'aussi nobles fonctions à des hommes aussi peu dignes de sa confiance ? Nous apprenons que cet homme y fonctionne encore ; nous dirons son nom, si l'on persiste à le maintenir dans cette position.

Comité de surveillance.

Nous ne voulons pas entraver la marche du Gouverne-

ment provisoire ; bien au contraire, nous tenons à la seconder, s'il est animé de bonnes intentions.

Mais les événements qui se déroulent avec une si effrayante rapidité, nous invitent à nous tenir sur nos gardes contre tous, et le Gouvernement provisoire à se tenir en garde envers et contre tous ceux qui l'assiègent et l'entourent.

Le Gouvernement provisoire nous saura donc gré de porter à la connaissance des clubs, le projet suivant d'un comité de surveillance, pour être adjoint à chaque ministre et administrateur supérieur du Gouvernement provisoire :

1° Tous les clubs sont invités à nommer douze délégués, après enquête suffisante, pour composer un comité central chargé de choisir, dans son sein, autant de comités de surveillance qu'il existe de départements dans l'administration.

2° Ces comités de surveillance auront libre accès dans les bureaux de leur spécialité, pour y prendre communication des dossiers, et en extraire tout renseignement propre à éclairer l'opinion publique sur le mérite des candidats et sur les antécédents des employés hostiles au Gouvernement républicain.

3° Ces comités seront tenus de publier périodiquement le résultat de leurs recherches, et de fournir des renseignements à tout citoyen qui les en requerra pour des motifs suffisants.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE (*),

Rue et Salle Montesquieu.

PRÉSIDENT, LE CITOYEN RASPAIL. — Séance du samedi 8 avril.

À huit heures du soir on se voit forcé de fermer les grilles ; la salle ne peut plus contenir la foule d'auditeurs qui se rendent à ce club.

Le citoyen président ouvre la séance par un discours ayant pour objet de démontrer que les sociétés changent la forme de leur constitution toutes les fois que le chiffre de la population cesse d'être en rapport avec celui de la production, et que les hommes commencent à être trop à l'étroit dans l'espace qu'ils occupent ; d'où il résulte que nulle constitution ne saurait être considérée comme stable et immuable ; qu'une constitution enfin qui ne se prête pas à la marche du progrès, est tôt ou tard brisée par une révolution. Donc, celle qui émanera du travail de l'Assemblée constituante, non-seulement ne sera en vigueur qu'après avoir été acceptée par le peuple, mais encore elle pourra être modifiée, dès que le peuple souverain en manifestera la volonté.

Le citoyen Cabet se présente ensuite au bureau pour exposer sa profession de foi et répondre aux interpellations, relativement à la doctrine qu'il professe.

La discussion s'est établie avec ces formes de langage qui s'inspirent de la devise : Liberté, Égalité, Fraternité. La candidature du citoyen Cabet a été adoptée à la presque unanimité.

Le club a ensuite nommé des commissions pour prendre des informations sur les antécédents des candidats qui avaient déposé leur profession de foi sur le bureau ; et la séance a été indiquée pour samedi prochain à huit heures.

ELECTIONS.

Nous nous proposons de publier dimanche une liste de trente-quatre noms de candidats pris sur le nombre de ceux qui, dans les divers clubs, ont obtenu le plus de suffrages. Cette liste pourra être détachée du journal.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

AUTRICHE. — La politique du cabinet de Vienne reprend force et vigueur, depuis que le peuple s'est laissé surprendre son pardon et son oubli.

En récompense, la politique de Vienne se prépare à déchaîner les paysans de la Galicie contre les opposants à son système. Les honnêtes gens qui crient toujours contre la terreur se réservent le monopole d'être les plus grands terroristes du monde ; cela leur est permis, vu qu'ils sont modérés, et que leurs victimes sont des brigands. Il en est ainsi en France et à l'étranger.

ÉTATS-UNIS PRENANT PARTI POUR L'IRLANDE. — Dans un meeting de New-York, le colonel Hart a proposé d'ouvrir un meeting pour organiser le républicanisme en Irlande, et ouvrir une souscription à cet égard.

Ah ! si la France faisait une seule démonstration de ce

(*) Les citoyens sont avertis que dorénavant on devra se munir d'une carte de sociétaire pour entrer au club des Amis du Peuple. La salle si vaste de Montesquieu ne suffit plus à l'affluence des auditeurs.

genre ; non-seulement l'Irlande, mais l'Europe même serait en république demain. Qu'ils seront coupables aux yeux de l'avenir, ceux qui méconnaissent aujourd'hui la puissance qu'un hasard providentiel a mise entre leurs mains !

MOUVEMENT DES CHARTISTES, A LONDRES, LE 40 AVRIL.

— La démonstration a été pacifique, quoique menaçante. O'Connor en a été l'Odilon Barrot ; il a su comprimer les dispositions du cortège. Cependant bien des gens assurent que le combat s'est engagé dans les rues de Londres, à la suite de la démonstration.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

BESANÇON. — Le citoyen James Demontry est rentré à Besançon, accompagné du citoyen Tisserandot, et a su rétablir, à l'aide de son énergie, l'ordre troublé par une poignée de réactionnaires.

LYON. — La garde nationale a repris tout son enthousiasme et son activité. Les citoyens consacrent leurs matinales à faire l'exercice.

TROUBLES DES DÉPARTEMENTS. — Il faut bien se mettre dans l'esprit que ces troubles n'ont pas toute l'importance qu'on leur prête. Il est toujours facile à une poignée de factieux de simuler une majorité considérable et de jeter un instant de perturbation dans la marche de l'administration. Mais qu'un gouvernement fort et uni lève seulement le doigt, et ces réacteurs se replongeront dans l'ombre où ils se cachaient la veille.

— On lit dans la Patrie :

« Une agitation assez vive règne, depuis quelques jours, dans les landes de la Gironde. Les communes de Castets, Pontoux, Sabran, Onesse, ont été, entre autres, le théâtre de scènes déplorables et qui ont failli devenir sanglantes. Espérons que la vigilance et la fermeté de l'autorité sauront rétablir le calme. »

— Des troubles assez graves, comme nous l'avons dit, ont éclaté à Troyes lundi 40 avril. Il serait assez difficile, en lisant les feuilles locales, de se rendre un compte exact des motifs qui ont amené les scènes fâcheuses que nous allons raconter en deux mots. Nous ne savons pas si les auteurs des désordres voulaient témoigner le mécontentement qu'ils éprouvaient du résultat des élections de la garde nationale, commencées dimanche matin, ou s'ils obéissaient à des excitations coupables. Toujours est-il que lundi, plusieurs centaines d'ouvriers se sont rassemblés tumultueusement et se sont dirigés vers les Jacobins avec l'intention de s'emparer des canons qui y sont déposés.

Bientôt l'alarme est donnée ; la générale bat dans les rues et dans les faubourgs. Une collision s'engagea entre les émeutiers et la garde nationale chargée de garder les canons ; quelques blessures furent reçues, et un commissaire du gouvernement assez malmené. Le calme, néanmoins, ne tarda guère à se rétablir, et un certain nombre de citoyens, pris un tiers dans la garde nationale, un tiers parmi les artilleurs et un tiers parmi les ouvriers, s'entendirent pour garder les canons.

— L'Echo du Midi nous apprend que la population de Béziers a refusé de recevoir un nouveau commissaire en remplacement de M. Masson, qui administrait l'arrondissement depuis la révolution. Il a fallu transporter le chef-lieu d'arrondissement de Béziers à Pézénas.

Les reconnaissances des officiers de la garde nationale, par M. le commandant supérieur et M. le maire de Paris, se feront aujourd'hui jeudi dans les 1^{re}, 2^e, 5^e, 4^e et dans la légion de cavalerie.

Elles auront lieu dans l'ordre suivant :

Pour la 4^e légion de Paris, à neuf heures du matin, sur la place du Carrousel.

Pour la 5^e, à onze heures, sur la place Vendôme.

Pour la 2^e, à une heure, sur la place de la Révolution.

Pour la 1^{re}, à trois heures, sur le Cours la Reine.

Et pour la cavalerie, à quatre heures, au carré du Cirque National, aux Champs-Élysées.

La convocation des gardes nationaux aura lieu par la voie du rappel.

La grande revue de la garde nationale, qui devait avoir lieu dimanche 46 avril, a été ajournée au jeudi 20 avril. D'ici à cette époque il sera donné des armes aux citoyens non armés.